

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre de l'Emploi, de l'Economie, de l'Energie et du Logement de la Région de Bruxelles-Capitale, le 17 février 2000, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un avant-projet d'ordonnance "modifiant l'ordonnance du 7 octobre 1993 organique de la revitalisation des quartiers", a donné le 17 mai 2000 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 17 februari 2000 door de Minister van Tewerkstelling, Economie, Energie en Huisvesting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een voorontwerp van ordonnantie "tot wijziging van de ordonnantie van 7 oktober 1993 houdende organisatie van de herwaardering van de wijken", heeft op 17 mei 2000 het volgende advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES

1. L'article 4 de l'avant-projet suggère de compléter l'article 3, alinéa 2, de l'ordonnance du 7 octobre 1993 organique de la revitalisation des quartiers, en ce sens que les subventions dont cette ordonnance règle l'octroi seraient dorénavant accordées, non plus seulement aux communes, mais aussi "aux centres publics d'aide sociale, aux organismes d'intérêt public ou aux associations sans but lucratif".

L'attention est attirée sur ce que l'ensemble de l'ordonnance du 7 octobre 1993 - et non pas uniquement l'article 3, alinéa 2 - repose sur l'idée que seules les communes peuvent être les allocataires des subventions accordées sur la base de ses dispositions (1). Diverses autres dispositions de cette ordonnance le font expressément apparaître : ainsi en va-t-il de l'article 4, 1°, et des articles 8 à 12.

Puisque les auteurs de l'avant-projet entendent ouvrir aux centres publics d'aide sociale, aux organismes d'intérêt public et aux associations sans but lucratif la possibilité d'obtenir des subventions sur la base de

(1) Selon les travaux préparatoires de l'ordonnance du 7 octobre 1993, "le choix de la commune, relais notamment entre le centre public d'aide sociale et la Région, s'explique par la nécessité pour celle-ci d'avoir un interlocuteur unique, vis-à-vis duquel une seule ligne de crédit de subvention recouvrira les diverses opérations sur un territoire unique" (Doc. C.R.B., A-190/1-91/92, p. 7).

l'ordonnance du 7 octobre 1993, il leur faut apporter à celle-ci toutes les adaptations requises.

En outre, ils doivent préciser si ces institutions et associations peuvent bénéficier de subventions pour tous les types d'opérations qu'est susceptible de comprendre le programme de revitalisation d'un quartier, ou seulement pour certaines de ces opérations, auquel cas il faudrait déterminer lesquelles.

2. L'ordonnance en projet crée, sous la forme d'un service à gestion séparée, un "service régional pour la revitalisation des quartiers fragilisés", chargé, selon les termes de l'article 12bis, alinéa 2, en projet de l'ordonnance du 7 octobre 1993, "de liquider aux bénéficiaires les subventions accordées dans le cadre de la politique de revitalisation des quartiers fragilisés".

Sont visées par là toutes les subventions accordées en application de la politique de revitalisation des quartiers fragilisés, et non pas seulement celles qui trouvent leur fondement dans l'ordonnance du 7 octobre 1993.

Aussi mieux vaut éviter d'insérer dans l'ordonnance du 7 octobre 1993 les dispositions régissant spécifiquement le service envisagé.

Celles-ci trouveraient mieux leur place dans une ordonnance autonome, ayant pour seul objet d'ériger ledit service en service à gestion séparée.

.../...

OBSERVATIONS PARTICULIERESArrêté de présentation

Il y a lieu d'indiquer le ministre proposant en déclinant ses attributions conformément aux règles contenues dans l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1999 fixant la répartition des compétences entre les Ministres du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale.

L'arrêté de présentation sera rédigé comme suit :

"Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Sur la proposition du Ministre de l'Emploi, de l'Economie, de l'Energie et du Logement,

Arrête :

Le Ministre de l'Emploi, de l'Economie, de l'Energie et du Logement est chargé de présenter au Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale le projet d'ordonnance dont la teneur suit :".

.../...

Dispositif

Article 1er

Le texte néerlandais doit être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 2

1. Dans un souci de clarté, du point de vue de la technique législative, il convient de supprimer au liminaire de l'article 2 les mots "ci-après dénommée l'ordonnance" et de remplacer dans le liminaire de chacune des dispositions en projet qui tendent à modifier l'ordonnance du 7 octobre 1993 organique de la revitalisation des quartiers, les mots "l'ordonnance" par les mots "la même ordonnance".

2. Le texte néerlandais serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Articles 3 et 4

1. Il est suggéré de fusionner les articles 3 et 4 en un seul article eu égard à la circonstance que les modifications projetées par ces deux dispositions concernent le seul article 3, alinéa 2, de l'ordonnance précitée.

.../...

2. De l'accord du délégué du gouvernement, mieux vaut remplacer les mots "la cohésion sociale" par les termes "les infrastructures de proximité".

3. Il y a lieu d'écrire "Centres Publics d'Aide Sociale" avec des lettres minuscules.

4. Le texte néerlandais serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 5

La disposition en projet ne modifie en rien l'ordonnancement juridique.

Elle sera donc omise du dispositif de l'ordonnance en projet.

Article 6 (devenant l'article 4)

Le texte néerlandais doit être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

Article 7 (devenant l'article 5)

Le délégué du gouvernement a précisé que, dans l'intention des auteurs de l'avant-projet, l'objet de l'habilitation que la disposition à l'examen donne au Gouvernement consiste à fixer les règles générales de composition et de fonctionnement des commissions locales de développement intégré, et non pas à arrêter lui-même la composition et les règles de fonctionnement de chacune de ces commissions.

Pour éviter toute ambiguïté sur ce point, il est suggéré d'apporter les modifications suivantes à l'article 5, § 2, de l'ordonnance du 7 octobre 1993 :

- 1° supprimer les mots ", dont la composition est fixée par le conseil communal et communiquée à l'Exécutif,";
- 2° ajouter un alinéa 2, rédigé comme suit :

"Le Gouvernement fixe les règles générales de composition et de fonctionnement des commissions locales de développement intégré.".

En outre, il importe que le législateur détermine lui-même les règles essentielles de composition et de fonctionnement desdites commissions.

.../...

Article 8 (devenant l'article 6)

Il est suggéré de formuler comme suit l'alinéa en projet :

"Le Gouvernement peut soumettre l'octroi des subventions au respect de règles prévoyant des délais distincts pour la mise en oeuvre des diverses opérations visées à l'article 4, 1° à 5°."

Article 10 (devenant l'article 8)

Outre ce qui a été dit dans l'observation générale n° 2, il échet de relever que c'est au Gouvernement - et non pas au législateur - qu'il revient de désigner celui de ses membres dont relève le service envisagé.

En conséquence, dans la seconde phrase de l'article 12bis, alinéa 1er, en projet, les mots "et est placé sous l'autorité du ministre qui a la coordination des politiques de revitalisation des quartiers fragilisés dans ses attributions" doivent être omis.

OBSERVATIONS FINALES

1. Les règles relatives à la ponctuation correcte des subdivisions des dispositions citées dans l'ordonnance en projet seront respectées. A titre d'exemple, il y a lieu de rédiger le liminaire de l'article 6 comme suit "Dans l'article 4, 5°, de la même ordonnance ...", ou encore le

.../...

liminaire de l'article 7 comme suit "Dans l'article 5, § 2, de la même ordonnance ...".

2. Les textes français et néerlandais de ce projet laissent grandement à désirer, aussi bien du point de vue linguistique que du point de vue de la légistique.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. In artikel 4 van het voorontwerp wordt voorgesteld artikel 3, tweede lid, van de ordonnantie van 7 oktober 1993 houdende organisatie van herwaardering van de wijken zo aan te vullen dat de subsidies waarvan de toekenning in die ordonnantie wordt geregeld, voortaan niet meer alleen aan de gemeenten, maar ook "aan de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, de organismen van openbaar nut of de verenigingen zonder winstoogmerk" worden toegekend.

De aandacht wordt erop gevestigd dat de hele ordonnantie van 7 oktober 1993 - en niet alleen artikel 3, tweede lid - steunt op de uitgangsstelling dat alleen de gemeenten de subsidies kunnen genieten die op grond van de bepalingen van de ordonnantie worden toegekend (1). Dat wordt in verschillende bepalingen van deze ordonnantie uitdrukkelijk weergegeven : onder meer in artikel 4, 1°, en in de artikelen 8 tot 12.

Aangezien de stellers van het voorontwerp het ook voor openbare centra voor maatschappelijk welzijn, voor instellingen van openbaar nut en voor verenigingen zonder

(1) In de parlementaire voorbereiding van de ordonnantie van 7 oktober 1993 staat het volgende te lezen : "De gemeente is het aflossingspunt tussen onder meer het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn en het Gewest : dit verklaart dat voor haar gekozen werd als enige gesprekspartner aan wie één kredietlijn voor subsidies toegekend wordt om de verschillende projecten op één enkel grondgebied te dekken." (Gedr. St., B.H.R., A-190/1-91/92, blz. 7).

winstoogmerk mogelijk willen maken om subsidies te krijgen op grond van de ordonnantie van 7 oktober 1993, moeten zij in die ordonnantie alle vereiste aanpassingen aanbrengen.

Bovendien moeten ze preciseren of die instellingen en verenigingen subsidies kunnen krijgen voor alle soorten projecten die passen in het programma voor de herwaardering van een wijk, of alleen voor sommige van die projecten, in welk geval bepaald moet worden voor welke.

2. Met de ontworpen ordonnantie wordt een "gewestelijke dienst voor de herwaardering van de achtergestelde wijken opgericht", in de vorm van een dienst met afzonderlijk beheer, die, luidens het ontworpen artikel 12bis, tweede lid, van de ordonnantie van 7 oktober 1993 ermee belast is "de begunstigden de toelagen uit te betalen die toegekend zijn in het raam van het beleid voor de herwaardering van de achtergebleven wijken".

Daarmee worden alle subsidies bedoeld die in het kader van het beleid inzake de herwaardering van de achtergestelde wijken worden toegekend, en niet alleen de subsidies die worden toegekend op grond van de ordonnantie van 7 oktober 1993.

Het is dan ook beter de bepalingen waarmee specifiek de bedoelde dienst wordt geregeld, niet in de ordonnantie van 7 oktober 1993 op te nemen.

.../...

Ze zouden beter opgenomen worden in een op zichzelf staande ordonnantie die enkel strekt tot oprichting van de genoemde dienst als een dienst met afzonderlijk beheer.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Indieningsbesluit

De voordragende minister moet aangeduid worden met vermelding van zijn bevoegdheden zoals die opgegeven worden in het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1999 tot vaststelling van de bevoegdheden van de Ministers van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering.

Het indieningsbesluit moet als volgt worden gesteld :

"De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Op de voordracht van de Minister van Tewerkstelling, Economie, Energie en Huisvesting,

Besluit :

De Minister van Tewerkstelling, Economie, Energie en Huisvesting is ermee belast bij de Brusselse Hoofdstedelijke Raad het ontwerp van ordonnantie in te dienen, waarvan de tekst hierna volgt :".

.../...

Dispositief

Artikel 1

Overeenkomstig de regels van de wetgevingstechniek schrijve men : "... een aangelegenheid als bedoeld in ...".

Artikel 2

1. Met het oog op de duidelijkheid op wetgevings-technisch vlak, behoren in de inleidende zin van artikel 2 de volgende woorden "hierna genoemd de ordonnantie" te worden geschrapt, en behoren in de inleidende zin van elk van de ontworpen bepalingen die ertoe strekken de ordonnantie van 7 oktober 1993 houdende organisatie van herwaardering van de wijken te wijzigen, de woorden "de ordonnantie" vervangen te worden door de woorden "dezelfde ordonnantie".

2. Het artikel zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Art. 2. Artikel 2 van de ordonnantie van 7 oktober 1993 houdende organisatie van herwaardering van de wijken wordt aangevuld als volgt : "10° wijkinfrastructuur : (voorts zoals in het ontwerp)".

.../...

Artikelen 3 en 4

1. Voorgesteld wordt de artikelen 3 en 4 tot één artikel samen te brengen, aangezien de wijzigingen die in die twee bepalingen worden voorgesteld, alleen betrekking hebben op artikel 3, tweede lid, van de genoemde ordonnantie.

2. De gemachtigde van de regering is het ermee eens dat het beter is de woorden "de sociale samenhang" te vervangen door de woorden "de wijkinfrastructuur".

3. De benaming "Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn" dient met kleine letters te worden geschreven.

4. Overeenkomstig de regels van de wetgevingstechniek zou het artikel als volgt moeten worden geredigeerd :

"Art. 3. In artikel 3, tweede lid, van dezelfde ordonnantie, worden de woorden "de wijkinfrastructuur" ingevoegd tussen de woorden "de woongelegenheden" en de woorden "en de openbare ruimten" en worden de woorden "de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, de instellingen van openbaar nut of de verenigingen zonder winstoogmerk" toegevoegd na de woorden "aan de gemeenten".

.../...

Artikel 5

Met de ontworpen bepaling wordt de rechtsordening geenszins gewijzigd.

Ze moet dus geschrapt worden in het dispositief van de ontworpen ordonnantie.

Artikel 6 (dat artikel 4 wordt)

Het artikel dient te worden geredigeerd als volgt :

"Art. 4. In artikel 4, 5°, van dezelfde ordonnantie worden de woorden "de terbeschikkingstelling van wijkinfrastructuur en" ingevoegd tussen de woorden "onder meer via" en de woorden "de inspraak van de bewoners".

Artikel 7 (dat artikel 5 wordt)

De gemachtigde van de regering heeft uitgelegd dat, voor de stellers van het ontwerp, de strekking van de machtiging die met de voorliggende bepaling aan de Regering wordt verleend, erin bestaat dat de Regering de algemene regels voor de samenstelling en de werkwijze van de plaatselijke commissies voor geïntegreerde ontwikkeling vaststelt en niet dat zij zelf de samenstelling en de regels voor de werkwijze van elk van die commissies bepaalt.

.../...

Om ieder misverstand daaromtrent te voorkomen, wordt voorgesteld de volgende wijzigingen aan te brengen in artikel 5, § 2, van de ordonnantie van 7 oktober 1993 :

1° de woorden "de gemeenteraad stelt de samenstelling van deze commissie vast en deelt deze mede aan de Exe-cutieve;" schrappen;

2° een tweede lid toevoegen, dat luidt als volgt :

"De Regering stelt de algemene regels inzake de samenstelling en de werkwijze van de plaatselijke commissies voor geïntegreerde ontwikkeling vast.".

Daarnaast is het van belang dat de basisregels inzake de samenstelling en de werkwijze van de genoemde commissies door de wetgever zelf worden bepaald.

Artikel 8 (dat artikel 6 wordt)

Voorgesteld wordt het artikel als volgt te stellen :

"Art. 6. In artikel 7 van dezelfde ordonnantie wordt tussen het derde en het vierde lid het volgende lid ingevoegd :

"De Regering kan als voorwaarde voor de toekenning van de subsidies opleggen dat regels in acht worden genomen, die voorzien in onderscheiden termijnen voor de uitvoering

.../...

van de verschillende projecten bedoeld in artikel 4, 1° tot 5°."

Artikel 10 (dat artikel 8 wordt)

Naast hetgeen gezegd is in de tweede algemene opmerking, behoort erop gewezen te worden dat het aan de Regering - en niet aan de wetgever - staat om het regeringslid aan te wijzen waaronder de genoemde dienst ressorteert.

Bijgevolg moeten in de tweede zin van het ontworpen artikel 12bis, eerste lid, de woorden "en wordt onder het gezag geplaatst van de Minister die belast is met de Coördinatie van de beleidslijnen voor de herwaardering van de achtergestelde wijken" vervallen.

SLOTOPMERKINGEN

1. Er behoort correct verwezen te worden naar de onderverdelingen van bepalingen die in de ontworpen ordonnantie worden genoemd. Zo bijvoorbeeld dient de inleidende zin van artikel 6 als volgt te worden gesteld : "In artikel 4, 5°, van dezelfde ordonnantie ...", en de inleidende zin van artikel 7 als volgt : "In artikel 5, § 2, van dezelfde ordonnantie ...".

.../...

2. De Nederlandse en de Franse tekst van dit ontwerp zijn, zowel uit taalkundig als uit wetgevings-technisch oogpunt, ondermaats.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

R. ANDERSEN,

président de chambre,
kamervoorzitter,

P. LIENARDY,
P. QUERTAINMONT,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

F. DELPEREE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

J.-M. FAVRESSE,

Madame
Mevrouw

M. PROOST,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par
M. B. JADOT, auditeur. La note du
Bureau de coordination a été rédi-
gée et exposée par M. B. RONGVAUX,
référéndaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht
door de H. B. JADOT, auditeur.
De nota van het Coördinatiebureau
werd opgesteld en toegelicht door
de H. B. RONGVAUX, adjunct-
referendaris.

La concordance entre la version
française et la version néerlan-
daise a été vérifiée sous le con-
trôle de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. R. ANDERSEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST

R. ANDERSEN